

N° 484

SÉNAT

QUATRIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1984-1985

Rattaché pour ordre au procès-verbal de la séance du 20 août 1985.

Enregistré à la Présidence du Sénat le 10 septembre 1985.

PROPOSITION DE LOI

*relative à la gratuité, à l'aide sociale en matière scolaire et universitaire
et à la création d'une prime de rentrée scolaire.*

PRÉSENTÉE

Par Mmes Hélène LUC, Marie-Claude BEAUDEAU, Danielle BIDARD-REYDET, MM. Jean-Luc BÉCART, Serge BOUCHENY, Jacques EBERHARD, Pierre GAMBOA, Jean GARCIA, Bernard-Michel HUGO, Charles LEDERMAN, Fernand LEFORT, James MARSON, Louis MINETTI, René MARTIN, Mme Monique MIDY, M. Jean OOGHE, Mme Rolande PERLICAN, MM. Ivan RENAR, Marcel ROSETTE, Guy SCHMAUS, Paul SOUFFRIN, Camille VALLIN, Hector VIRON et Marcel GARGAR,

Sénateurs.

(Renvoyée à la commission des Affaires sociales sous réserve de la constitution éventuelle d'une commission spéciale dans les conditions prévues par le Règlement.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESDAMES, MESSIEURS,

S'il est vrai que le problème de la démocratisation de l'enseignement ne consiste pas simplement à surmonter les inégalités résultant pour les enfants et les jeunes de l'inégalité des situations matérielles de leurs familles, une réforme démocratique est inconcevable sans un ensemble de mesures sociales tendant à assurer une égalisation progressive de l'accès des jeunes à l'éducation.

La première de ces mesures concerne la gratuité depuis la maternelle jusqu'aux universités.

L'enseignement public doit être gratuit à tous les degrés. Cette gratuité doit être assurée par l'État ; elle doit être réelle, totale, et non plus théorique.

La lutte contre les inégalités sociales à l'école est d'autant plus une question prioritaire que les conséquences de la crise actuelle, la pauvreté, le chômage aggravent ces inégalités. La politique scolaire du Gouvernement doit prendre en compte ces inégalités qui frappent à l'école les enfants des travailleurs les plus durement touchés par l'exploitation.

Le coût de la rentrée scolaire pour la plupart des familles dont un ou plusieurs enfants fréquentent l'école est disproportionné par rapport aux ressources dont disposent ces familles.

L'inégalité financière des familles devant la scolarisation est un des aspects le plus criant de la sélection sociale.

Les étudiants doivent souvent se salarier pour suivre leurs études.

Cependant la gratuité à elle seule ne suffit pas à garantir l'égalité financière devant l'enseignement. Aussi est-il indispensable qu'une aide sociale attribuée en fonction des ressources réelles, complète dans tous les cas nécessaires les mesures proposés par ailleurs en faveur des familles.

De plus, aux charges de la rentrée scolaire, livres, fournitures, équipement, outillage, frais d'établissement, s'ajoutent les frais de

transport supportés en partie par les familles et les collectivités locales. Certes les collectivités locales essaient de diverses manières de soulager les familles de ce fardeau écrasant de la rentrée scolaire. Mais cette aide ne peut être que partielle et s'effectue en outre au détriment des autres actions que les municipalités sont contraintes d'entreprendre tant sur le plan scolaire que sur le plan social.

L'ordonnance du 6 janvier 1959 établit dans son article premier que l'enseignement obligatoire public assure à tous les enfants des conditions égales devant l'instruction ; c'est pour qu'enfin soit appliqué effectivement ce principe que nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir adopter la présente proposition de loi.

PROPOSITION DE LOI

Article premier.

A tous les degrés de l'enseignement public, l'Etat assure la gratuité totale des études, des livres, fournitures, outillage, effets de sports.

Art. 2.

Les transports scolaires sont assurés gratuitement aux élèves et aux étudiants.

Art. 3.

L'Etat contribue à l'établissement de tarifs dégressifs pour les restaurants scolaires et les internats

Art. 4.

Les familles qui en ont besoin reçoivent une aide financière attribuée sur la base de critères sociaux.

Art. 5.

Le taux des aides ainsi attribuées doit suivre l'évolution des prix.

Les aides sont maintenues en cas de premier redoublement.

Art. 6.

Une prime de premier équipement est attribuée par l'Etat aux élèves entrant dans l'enseignement technique.

Art. 7.

Une prime spéciale de rentrée scolaire, d'un montant minimum de 600 F par enfant est attribuée aux familles sur la base des critères sociaux par des décrets qui veilleront :

1° à la verser systématiquement à tous les enfants dont l'un des parents est au chômage ;

2° à relever les plafonds d'attribution au niveau du complément familial.

Art. 8.

Les entreprises titulaires, cessionnaires ou sous-traitantes de marchés publics de fournitures passés avec le ministre de l'Education nationale, sont soumises à un prélèvement sur leurs bénéfices. Sauf justification contraire, le bénéfice passible du prélèvement est déterminé en appliquant au bénéfice total le rapport constaté entre la fraction du chiffre d'affaires correspondant aux marchés imposables et le chiffre d'affaires total de l'entreprise.

Ce prélèvement est égal :

- à 50 % de la fraction du bénéfice compris entre 3 % et 6 % du chiffre d'affaires ;
- à 75 % de la fraction du bénéfice supérieur à 6 % au chiffre d'affaires.